



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Taux

Question écrite n° 45098

Texte de la question

Mme Muguette Jacquaint attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des stomies ayant subi une dérivation urinaire ou digestive. Ceci impose au stomie le port d'une poche de recueil collée directement sur la peau ou fixée par l'intermédiaire d'un support également colle, supports et poches doivent être remplacés quotidiennement. Ces appareillages sont inscrits au tarif interministériel des prestations sanitaires (TIPS) et donc remboursés sur cette base par les caisses de sécurité sociale. Cependant, ils sont soumis au taux normal de TVA de 20,6 % alors que les médicaments remboursés sont soumis au taux super réduit de 2,1 %. Les associations de stomies pensent que de ce fait une charge indue est imposée à la sécurité sociale, c'est pourquoi la fédération des stomies de France a voté lors de sa dernière assemblée générale une motion en ce sens. Elle estime cette proposition pleinement justifiée. Elle lui demande s'il entend la mettre rapidement en œuvre.

Texte de la réponse

Le Gouvernement, qui est soucieux d'améliorer les conditions de vie des personnes souffrant d'un handicap, a déjà pris des mesures dans le sens souhaité par le parlementaire. C'est ainsi que, dans le cadre de la loi de finances pour 1996, le taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée a été étendu aux ascenseurs et matériels assimilés spécialement conçus pour les personnes handicapées. Ce dispositif s'ajoute à l'application du taux réduit qui bénéficiait des avant 1996 à la plupart des appareillages pour handicapés et à certains équipements spéciaux conçus exclusivement pour les handicapés en vue de la compensation d'incapacités graves. Cela étant, le contexte budgétaire actuel ne permet pas d'étendre encore l'application du taux réduit à d'autres matériels destinés à compenser les handicaps, tels que les appareillages pour stomies. Beaucoup de personnes souffrant d'autres handicaps ou maladies pourraient d'ailleurs revendiquer la même mesure qui, au total, conduirait à un coût budgétaire important. En toute hypothèse, l'application du taux de 2,1 % de taxe sur la valeur ajoutée prévu pour les médicaments remboursables par la sécurité sociale aux appareillages utilisés par les stomies serait contraire aux engagements communautaires de la France. En effet, la directive européenne no 92-77 du 19 octobre 1992 relative au rapprochement des taux de taxe sur la valeur ajoutée dans la Communauté européenne ne permet pas l'application de taux de taxe inférieure à 5 %, mais autorise seulement les États membres, pendant la période transitoire, à maintenir un taux inférieur au minimum de 5 % pour les biens et services déjà soumis à ce taux avant le 1er janvier 1991, ce qui n'était pas le cas des matériels visés par le parlementaire. La mesure proposée ne peut donc pas être envisagée.

Données clés

Auteur : [Mme Jacquaint Muguette](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 45098

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 11 novembre 1996, page 5858

Réponse publiée le : 10 mars 1997, page 1192